



Compte-rendu CTL du 13/12/2021

A l'ordre du jour : ponts naturels, l'évolution du dispositif d'APRDV et des questions diverses.

Les ponts naturels:

3 ponts naturels sont possibles pour 2022 : 27 mai, 15 juillet et 31 octobre.

La direction ne retient que 2 ponts sur les 3. FO a dénoncé le choix à faire entre les ponts naturels alors que de nombreuses directions ont opté pour les 3. FO DGFIP rappelle que jusqu'à la fusion, les jours étaient « offerts »

Les ponts naturels en 2022 seront les vendredis **27 mai** et **15 juillet**.

La direction a présenté l'évolution du dispositif d'Accueil Personnalisé sur Rendez-Vous (APRDV) qui tend vers une harmonisation.

- l'APRDV physique:

- Au moins un guichet APRDV est ouvert chaque jour dans les services sur les plages d'accueil sur rendez-vous;
- Durée des RV: 20min pour les SIE; 20 à 30min pour les SIP
- Si la direction est respectueuse de la vie privée des usagers pour lesquels les contre-appels doivent se faire entre 8h00 et 18h30, qu'en est-il de la vie privée de ces agents quand il est leur est demandé de travailler jusque 22h !

- l'APRDV téléphonique:

- Un APRDV téléphonique est ouvert chaque jour basé sur les horaires définis pour l'accueil téléphonique;
- Durée des RV: pour les SIE 10min et pour les SIP 10 à 20min.

- Le suivi de l'offre:

- La prise de rendez-vous aux services extérieurs est maintenant possible aussi bien par l'ouverture d'un guichet APRDV téléphonique que physique.

Se pose, en l'espèce, les problèmes rencontrés par les agents concernant la Trésorerie Lyon-amendes. De simples flyers, proposés par la direction, ne sont pas la solution tant que les problèmes ne sont pas réglés à la source (Ordonnateurs : amendes SNCF et officier du ministère public)

- Un délai de 2 semaines pour la prise d'un premier rendez-vous, téléphonique ou physique est l'objectif à atteindre. FO a dénoncé cette démarche et exigé que ce soit, à titre **INDICATIF**. Nous y veillerons au fil du temps.

Questions diverses :

- Déclinaison locale de « l'accord-cadre » national : les projets, après recensement de leur faisabilité technique, budgétaire et de leur priorisation, non retenus sur le budget participatif 2021 seront basculés sur l'accord-cadre 2022. Une concertation avec les organisations syndicales et la direction se tiendra début janvier 2022.

- De nombreux contrôleurs stagiaires ont été affectés à un poste en tant qu'ALD (14 sur 49). Cette situation sera revue au mouvement local de septembre 2022 avec une régularisation sur le service d'affectation sans la nécessité d'une demande de mutation. La direction s'engage à ce que chaque contrôleur obtienne un poste en qualité de titulaire. FO rappelle qu'il combat la position non statutaire d'ALD depuis le départ (Fusion-DGI/DGCP). Celle-ci n'existe d'ailleurs qu'à la DGFIP.

- Point sur les personnes vulnérables :

A ce jour, 90 agents ont vu le médecin de prévention dans le Rhône et 20 autres sont en attente.

Sur les 90 agents, 27 sont en attente de préconisation et 41 ont vu une augmentation de leur nombre de journées en présentiel.

-Télétravail :

Suite au contexte actuel, le télétravail est développé. L'agent, déjà en télétravail ou pas, a l'obligation de suivre le circuit SIRHIUS. Toutefois ces jours supplémentaires seront comptabilisés comme jours exceptionnels (en télétravail).

Concernant les jours flottants, 2 solutions sont possibles : soit l'agent consomme ces jours flottants au fur et à mesure et complète par des jours exceptionnels quand il n'a plus de jours flottants ; soit il prend des jours flottants et jours exceptionnels.

- Frais de mobilité durable :

FO a dénoncé le FMD qui compte tenu des obligations liées ne peut être versé aux télétravailleurs.

Comme le précise le [décret n° 2020-543 du 9 mai 2020](#) et [l'arrêté interministériel du même jour](#)

Le nombre minimal de jours d'utilisation d'un moyen de transport éligible au versement du forfait mobilités durables prévu à est fixé à **100 jours**.

Un agent à temps plein dispose de 47 jours de congés (CA, RTT, Fractionnement, AAE)

Si un agent prend plus de 2 jours de TT par semaine il est exclu du dispositif, sans compter les périodes obligatoires de TT lors de la pandémie en 2021, les arrêts de travail et les déplacements en mission

Par ailleurs, la déclaration sur l'honneur évoque des trajets et non un nombre de jours.

A l'heure où le TT et le mode de placement durable sont préconisés, FO dénonce cette pratique.

Nous avons demandé à l'administration de questionner la centrale afin que tous les agents puissent profiter du dispositif et quel que soit le nombre de jour de télétravail.

- Augmentation des indemnités kilométriques des agents nomades.

Compte-tenu de l'augmentation du coût des carburants et de l'augmentation du taux d'inflation en général, FO DGFIP demande à la Direction de faire pression sur Bercy pour une hausse des remboursements des indemnités kilométriques des agents nomades. Rappelons que le taux de remboursement de notre administration est inférieure au taux de remboursement du privé.

En outre et hors instance, FO a redemandé à Mme RABIAU quelle était la position officielle de la Direction quant au maintien des décharges accordées aux "ACListes" (extractions de données comptables pour le contrôle fiscal -BDV). La Direction doit répondre sur ce point prochainement.